

## **KENYA**

République du Kenya

CAPITALE : Nairobi

SUPERFICIE : 582 646 km<sup>2</sup>

POPULATION : 28 803 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Daniel arap Moi

LANGUES OFFICIELLES : anglais, swahili

PEINE DE MORT : maintenue

## **KENYA**

**Partisans de la démocratie, défenseurs des droits humains, hommes politiques et journalistes ont, cette année encore, été harcelés, maltraités ou arrêtés en raison de leurs activités, pourtant non violentes. Le recours très répandu à la torture par les responsables des services de sécurité s'est soldé par un certain nombre de morts en détention. La police a fait un usage abusif de la force contre des manifestants pacifiques ; dans plusieurs cas, elle est restée passive alors que des manifestants pacifiques étaient attaqués par des milices privées. Un très grand nombre de personnes ont été tuées par la police au cours de l'année ; il est possible que certaines aient été victimes d'une exécution extrajudiciaire. Les conditions de détention étaient toujours aussi dures. Au moins 55 personnes ont été condamnées à mort ; à la fin de l'année, plus de 1 000 prisonniers étaient sous le coup d'une sentence capitale.**

### **Informations générales**

Des atteintes aux droits humains ont été commises dans un pays où l'opinion publique, dans sa grande majorité, aspire à des réformes constitutionnelles et juridiques. Les promesses de réforme constitutionnelle, qui ont semblé prendre corps en décembre 1998 lorsque le président Moi a promulgué la loi relative à la Commission chargée de réviser la Constitution, ont eu pour conséquence de reporter à plus tard toutes les autres réformes législatives. Aux termes de cette loi, la Commission doit réfléchir sur le système de gouvernement – fédéral ou centralisé – susceptible d'être adopté, et faire des recommandations concernant les modes d'élection (notamment la composition et les fonctions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire). Le processus a malheureusement achoppé en janvier 1999 sur la question de l'attribution des sièges au sein de la Commission. En décembre, un comité parlementaire restreint a été chargé de procéder à l'examen de cette loi. Une procédure parallèle de révision a été mise en place par des dignitaires religieux, entre autres, opposés à la main-mise du Parlement sur la réforme constitutionnelle.

En août, une commission d'enquête judiciaire mise sur pied en 1998 pour rechercher les causes des violences politiques dont souffre le pays depuis 1992 a soumis son rapport au président Moi. À la fin de l'année, il n'avait pas été rendu public.

Le mois de septembre a été marqué par un remaniement ministériel important visant à réduire les dépenses du gouvernement et à lutter contre la corruption. Le nombre des ministères est ainsi tombé de 27 à 15 – bien que le nombre de ministres soit resté le même.

En novembre, dans le cadre d'une campagne pour l'adoption d'une loi interdisant les violences domestiques, des groupes de femmes kenyanes ont dénoncé l'augmentation des violences faites aux femmes. Elles ont affirmé que la plupart des cas n'étaient pas signalés, que les procès-verbaux de la police dans ce type d'affaires étaient imprécis, voire impossibles à obtenir dans l'une des huit provinces du pays, que les poursuites étaient rares et les condamnations, légères.

### **Persistance de l'impunité**

Bien que les atteintes aux droits humains imputables à des responsables des services de sécurité aient, cette année encore, été très nombreuses, il n'y a eu que peu d'enquêtes. Au mois d'avril, le président de la Cour suprême de l'époque, Zacchaeus Chesoni, a déclaré que les accusations de torture donnaient rarement lieu à une enquête, en dépit du fait qu'un suspect sur trois présenté devant un tribunal affirmait avoir été torturé. Lorsque enquête il y avait, les conclusions n'en étaient souvent pas rendues publiques, et elle n'était apparemment relayée par aucune procédure.

✓ Le 22 mai, des soldats accompagnés de policiers ont attaqué des gardiens de troupeau de la communauté

En règle générale, il fallait d'intenses pressions pour que des poursuites judiciaires soient engagées contre des agents de la force publique accusés d'avoir torturé ou tué des prisonniers, et la procédure pâtissait de longs retards.

✓ Les quatre policiers inculpés en 1996 du meurtre de Rosemary Nyambura, morte en mai 1992 dans un poste de police de Ruaraka, n'avaient toujours pas, sept ans après, été présentés devant un tribunal. L'autopsie avait révélé que Rosemary Nyambura était décédée d'un éclatement des reins et de la rate.

### **Torture**

La torture, qui a été utilisée en premier lieu contre les détenus de droit commun, était une méthode systématiquement pratiquée au sein de la police. Au moins sept personnes sont mortes en garde à vue après avoir, selon toute apparence, été torturées.

✓ En mai, la Cour d'appel a ordonné que les deux policiers condamnés en 1997 à dix ans de réclusion pour avoir torturé à mort un suspect en 1994 bénéficient d'un nouveau procès. Le troisième policier condamné en même temps qu'eux est décédé en prison.

### **Homicides**

Un très grand nombre de personnes ont été tuées par la police au cours de l'année ; il est possible que certaines aient été victimes d'une exécution extrajudiciaire. Plusieurs suspects de droit commun ont été abattus par la police alors même qu'ils ne représentaient apparemment aucune menace. Les policiers antiémeutes ont continué de recourir à la force de façon abusive. Les enquêtes étaient rares, et les poursuites, pratiquement inexistantes.

✓ En juillet, un homme de vingt-deux ans, Antony Mwangi Kamau, adepte de la secte religieuse *Mungiki*, a été abattu alors que des membres de cette secte commençaient à jeter des pierres en direction de policiers qui tentaient d'arrêter leur dirigeant.

### **Liberté d'expression et d'association**

La police est intervenue brutalement dans des réunions organisées, notamment, par des personnes critiques à l'égard du gouvernement et par des membres de l'opposition parlementaire. Elle a également interrompu, en utilisant du gaz lacrymogène et avec l'aide de chiens, des réunions de fermiers qui entendaient dénoncer la politique des prix pratiqués dans l'agriculture et se plaindre des fonctionnaires locaux. En plusieurs occasions, des vigiles, des milices privées et d'autres personnes ont mené des actions violentes lors de réunions ou de manifestations pacifiques sans que la police, pourtant présente, intervienne pour les en empêcher.

✓ En janvier, lors d'une manifestation visant à protester contre la cession à des promoteurs de terrains publics situés dans la forêt de Karura (nord de Nairobi), un militant bien connu des droits humains et de la défense de l'environnement, Wangari Maathai, a été frappé à la tête par des vigiles sous les yeux des policiers présents. Le procureur général a par la suite ordonné l'ouverture d'une enquête, dont on ignore si elle a donné lieu à des arrestations.

Des journalistes qui rendaient compte de réunions politiques ont également été la cible de violences policières.

✓ En mai, lors d'un rassemblement dans la ville d'Ugunja (province du Nyanza), des journalistes qui se trouvaient dans des cabines téléphoniques proches pour transmettre leurs articles ont été chargés par la police antiémeutes. Celle-ci avait déclaré que le rassemblement était illégal, et elle avait dispersé la foule à coups de matraque et de gaz lacrymogène.

✓ Le 10 juin, un très grand nombre de manifestants ont été blessés par la police ; participant à un rassemblement organisé par des partisans de la démocratie et des groupements religieux, ils avaient décidé de se rendre en cortège au Parlement kenyan. Ils n'ont pu atteindre leur objectif car les policiers ont brutalement dispersé la foule, utilisant matraques, gaz lacrymogène, grenades incapacitantes et canon à eau – des équipements antiémeutes achetés à l'Afrique du Sud. Le révérend Timothy Njoya, qui avait pris la tête de la marche, a été attaqué par deux hommes qui pourraient être des membres d'un groupe progouvernemental baptisé *Jeshi la Mzee* (l'Armée du vieil homme). Les deux agresseurs l'ont frappé à coups de poing, de botte et de bâton jusqu'à ce qu'il s'effondre, et il lui ont cassé le bras pendant que des policiers en uniforme observaient la scène. À la suite de vives protestations de l'opinion publique, un homme a été arrêté et inculpé d'agression sur la personne du révérend Njoya. L'homme a été libéré sous caution.

En août, le rédacteur en chef du journal *Post on Sunday*, Tony Gachoka, a été condamné à l'issue d'un procès inéquitable à six mois d'emprisonnement pour outrage à magistrat. Des articles avaient paru dans le *Post on Sunday*, accusant de corruption la Cour d'appel et le président de la Cour suprême, dans le cadre de la plus vaste affaire de corruption – dite affaire « Goldenberg » – qu'ait connue le Kenya. Tony Gachoka a été libéré le 3

aux opérations de rapatriement, le HCR – l'agence des Nations unies qui s'occupe des réfugiés – a fait part de sa préoccupation concernant le fait que, dans la ville frontalière de Moyale, où ils étaient provisoirement accueillis, les réfugiés manquaient cruellement de nourriture.

### **Peine de mort et conditions de détention**

La peine de mort continuait d'être fréquemment prononcée. Apparemment, un nombre croissant de suspects étaient inculpés de faits passibles de la peine capitale. Au cours de l'année 1999, au moins 55 prisonniers se sont vu infliger cette sentence, pour la majorité d'entre eux à l'issue de procès inéquitables devant des juridictions répressives (*Magistrate's Courts*) qui n'autorisent pas les accusés à bénéficier d'une assistance judiciaire. La dernière exécution remontait à plus de dix ans, mais des centaines de prisonniers étaient toujours sous le coup d'une condamnation à mort, parfois depuis de nombreuses années. Les conditions de détention mettaient en danger la vie des prisonniers et, dans de nombreuses prisons, s'apparentaient à une forme de traitement cruel, inhumain et dégradant.

✓ Au mois d'octobre, un magistrat a menacé de libérer tous les détenus de la prison de Kapsabet, tant il était effaré des conditions qui y régnaient. Un grave problème de surpopulation et des coupures d'eau, obligeant les prisonniers à utiliser l'eau non traitée des rivières avoisinantes, avaient provoqué la multiplication des maladies infectieuses.

### **Organisations intergouvernementales**

Le Kenya a signé le Statut de la Cour pénale internationale en août, mais il ne l'avait pas ratifié à la fin de l'année. Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture s'est rendu au Kenya en septembre pour enquêter sur des allégations de sévices. Il n'avait pas encore remis son rapport à la fin de l'année.

### **Visites d'Amnesty International**

Des délégués de l'Organisation se sont rendus au mois de juin au Kenya, où ils ont rencontré des militants des droits humains, ainsi que des victimes de tortures et leurs proches.

### **Traités ratifiés ou signés en 1999**

Statut de Rome de la Cour pénale internationale.